

Intervention lors du rassemblement sur le parvis de l'hôtel de ville de Créteil

Julien LEGER

Nous voici réunis devant cette mairie de Créteil pour interpeller très officiellement et publiquement le député du Val-de-Marne, Laurent Cathala, en regard de la grande responsabilité qui est la sienne à propos du vote de la loi travail !

En effet, alors que cette loi travail est contestée dans la rue et massivement dans l'opinion publique par une large majorité selon toutes les enquêtes publiées, le gouvernement s'entête... et décide de faire passer ce texte à l'assemblée nationale à partir de ce jour pour un vote devant intervenir d'ici à l'été.

Ce sont désormais les parlementaires qui ont en partie dans leur main l'avenir de ce texte dangereux et toxique pour le droit des salariés !

Aussi, dans le Val-de-Marne nous avons 11 députés et 6 sénateurs, et chacun mérite d'être interpellé ! Aussi Laurent Cathala est le premier d'une liste d'élus qui vont entendre parler de la CGT pendant les jours et semaines à venir.

Car oui à présent nous souhaitons lancer des messages d'avertissement à tous ces élus d'une 5^{ème} République à bout de souffle : c'est fini... !

Fini le petit jeu, le petit mécanisme où des députés votent trop souvent « à l'abri des regards » à l'assemblée nationale des textes régressifs comme l'est la loi travail, autant de lois contre les conditions de vie des salariés, des chômeurs, retraités, des jeunes étudiants et lycéens de leurs propres circonscriptions.... Tout en revenant prenant des mines compassionnelles pour essayer d'apparaître comme les défenseurs des populations de leurs territoires !!

Dans une exigence de démocratie, de renouvellement des pratiques politiques, dans une réappropriation collective des enjeux politiques, nous entendons placer désormais les élus du 94 sous un contrôle citoyen afin d'informer largement des votes de leurs élus.

C'est dans cet état d'esprit qu'à la CGT nous avons fait circuler largement l'information dans la ville de Créteil et ses environs, de la responsabilité propre qui est celle de Laurent Cathala dans ce débat.

En effet, Monsieur Cathala, issu d'un parti qui n'a plus de socialiste que le nom, porte une grande responsabilité qui lui est propre : Il est temps de révéler les votes qui furent les siens lors des précédents scrutins à l'Assemblée sur des lois importantes qui sont autant de marqueurs libéraux de la politique de cette majorité et de ce gouvernement !

Entre autres, on notera son vote positif sur l'ensemble des budgets, sur la réforme territoriale, sur les lois macrons, le traité de stabilité européenne, l'ANI loi dite de sécurisation de l'emploi... Après cette honteuse énumération, convenons que la loi travail sera la potentielle goutte d'eau qui fera déborder le vase de la colère sociale des habitants, des salariés, des privés d'emplois, des jeunes et des retraités de Créteil et de la circonscription...

Il est temps d'adresser un message ferme à Monsieur Cathala comme aux autres députés qui vont d'ici un peu plus d'une année venir mander nos voix, pour se faire réélire :

A l'inverse de l'autisme dont le gouvernement se fait montre, à l'inverse du mépris et de l'autoritarisme, il fait preuve alors que se murmurent une nouvelle fois les tentations pour le 49/3 de passage en force non démocratique, nous sommes réunis afin qu'ils entendent la colère populaire, qui est à un très haut niveau !

Ce ne sont pas leurs coups de forces à l'Assemblée, ni les coups de matraques, de flaschballs, et les grenades lacrymos qui feront taire la contestation de la jeunesse et des salariés et des retraités !

Une seule solution durable pour l'apaiser, c'est la prise en compte des exigences qui s'expriment !

La CGT sur la base de l'appel lancé par son 51^{ème} congrès a engagé une grande phase de consultation des salariés pour évaluer et décider avec eux des actions à mettre en place afin de faire perdurer et d'engager une nouvelle phase de massification de ce mouvement du refus de cette loi.

Partout en France, des actions coordonnées interpellent les députés, à l'image de nos camarades du 93 quant à eux organisaient des rassemblements devant plusieurs permanences de manière simultanée lundi 02 mai.

Tout à l'heure c'est à l'Assemblée nationale à 12h00 que nous porterons nos voix nos colères face à cette ultime régression

Nous approcherons de l'assemblée pour leur dire et redire que NON cette loi ne créera aucun emploi !

Ce texte rédigé par et pour le MEDEF ne fait qu'accroître les profits capitalistes, la précarité et donc l'exploitation féroces des salariés !

Redire de nouveau que nous refusons l'inversion de la hiérarchie des normes et la facilitation des licenciements !

Que nous disons toujours NON à une flexibilisation et la précarisation accrue pour tous les salariés soumis désormais à l'arbitraire d'un rapport de force forcément défavorable dans leur entreprise

Nous faisons entendre également nos voix en faveur d'une tout autre politique !

Parce que des alternatives, la CGT en porte, des idées en faveur de plus de justice sociale nous en avons plein !

Pour construire un code du travail adapté aux salariés du 21^{ème} siècle, nous proposons par exemple de constitutionnaliser la hiérarchie des normes et le principe de faveur qui permet d'obliger un progrès social tout au long des échelons de l'entreprise en arrivant jusqu'à la loi nationale.

La mise en place de nouveaux droits pour les salariés avec par exemple le nouveau statut du travail salarié basé sur une sécurité sociale professionnelle permettant tout au long de la carrière d'un salarié une portabilité des droits acquis et une progression linéaire et en progression tout au long de sa vie avec un revenu de départ et minimal de 1 700 euros.

Le passage à un temps de travail de 32H hebdomadaire pourrait créer à lui seul plusieurs millions d'emplois !

Le contrôle et la réorientation des 240 milliards annuels accordés avec l'argent public aux entreprises sans contrôle ni contrepartie, permettraient le financement immédiat d'une politique très ambitieuse en matière de service public, pour la santé de tous, le logement, pour le droit à la retraite, à la protection sociale, aux transports modernes et à bas coûts, pour répondre aux besoins de la population.

Vous le voyez des propositions transformatrices et audacieuses nous en avons.

Des idées fidèles aux idéaux historiques du mouvement ouvrier et populaire en somme ...

Car si Cambadelis et d'autres jouent les effarouchés dénonçant une « soi-disant dérive gauchiste de la CGT », nous avons pour notre part constaté depuis plusieurs années une véritable dérive droitiste, autoritaire, rétrograde, guerrière, atlantiste, et même raciste du parti qu'il représente et de la politique qu'il soutient !

Alors pour tout dire face à cette dérive-là, les critiques de Cambadelis et consort nous honorent.

Elles signifient que nous les gênons, que nous représentons tout ce qu'ils ne sont pas, que nous restons fideles aux idéaux de justice, de progrès, de partages et de solidarité.

Qu'ils s'habituent donc à nous avoir sur leur chemin pour rappeler partout à la population, que la politique actuellement menée poursuit et même amplifie celle de la majorité précédente.

Pour rappeler que c'est de la désespérance que se nourrit le repli identitaire et la haine raciste du FN et de l'extrême droite.

Et que c'est de notre responsabilité collective d'entendre et de porter la voix des salariés et de ceux qui souffrent dans un système capitaliste injuste et inefficace socialement.

Alors après ce RDV, et celui de cet après-midi, d'autres suivront à coup sûr, pour poursuivre cette formidable mobilisation, et faire du mois de mai le mois de la convergence des luttes afin d'y entraîner toujours plus de monde !

On reviendra....

Le jour comme la nuit on restera debout !

Et suivant vos votes, comme dit le slogan qui tourne sur le net : On s'en souviendra.

Et avec toutes les forces disponibles jusqu'au retrait et surtout jusqu'à la mise en place d'une politique de justice sociale et de progrès !

On ne lâchera jamais rien avec la CGT.